

<http://aircrigeweb.free.fr/ressources/mongobeti/MBetiKamtch.html>

AIRCRIGE

Guenode

Par Jeannette KAMTCHUENG

I - Présentation

Suite à la mort de Mongo Beti, j'ai pris la parole à la soirée du 21 novembre 2001 lors de la soirée hommage que nous, " les amis de Mongo Beti ", avons organisée à Rouen. J'ai également eu l'occasion de parler à la radio locale pour faire la publicité de l'événement et les échos qui nous sont revenus allaient dans le sens d'une demande pour en savoir davantage.

Le 16 février à la Sorbonne, vous m'avez permis de m'exprimer et les demandes qui m'étaient alors adressées à la fin de la soirée allaient dans le sens d'écrire un livre. Madame Coquio m'a également demandé de laisser une trace écrite qui sera publiée à la suite de la journée hommage à Mongo Beti du 16 février 2002 à la Sorbonne. Je peux d'abord vous dire quels sont les faits qui ont forgé ma personnalité, comment je les ai vécus et comment Mongo Beti y a joué un rôle.

Je suis née d'un père qui avait un rôle très important dans les institutions bamilékes. Il avait été élevé au palais royal, ce qui expliquait sa connaissance des institutions bamilékes. Il avait également été instruit à l'école protestante, lieu où on lit la bible (et où l'idée d'un contact direct entre le croyant et Dieu favorise la liberté de pensée). Il a joué un rôle très actif dans le cadre de la mission protestante, notamment dans les constructions d'écoles et la scolarisation d'un grand nombre d'enfants de l'ouest et d'ailleurs. Il a été pionnier dans de multiples activités telles que l'élevage des

chevaux, la création des coopératives agricoles (UCCAO) pour aider les paysans à éviter le vol de leur café par le colon, il a occupé les fonctions de juge au palais dit de justice pour traduire nos lois à l'occupant, et surtout, il a ouvert la voie au commerce et aux relations entre différentes régions du Cameroun, jusque là balkanisées par l'occupant.

Il a commencé à voyager tout jeune avec un parent, Te Soup Kam-Ywengo, ancien combattant de la guerre 1914-1918. Ce dernier se rendait chez les colons à Menom. Ensuite, il a continué ses voyages, tout seul, vers le nord du Cameroun. Très vite, ses activités se développent et son rôle dans les affaires publiques s'accroît, malgré lui. Les moyens de transport personnels, (chevaux, voitures) sont sollicités par les rois pour leurs rencontres, surtout à l'époque de la communauté économique des royaumes. En tant que pur produit du système, il se plie sans réserve à ces sollicitations et met ses logements, ses ressources financières, ses boeufs etc. au service des rois dont il deviendra le conseiller au moment de la guerre d'extermination. D'où venait son capital financier de départ ? De la vente du tabac d'abord , tabac que lui-même cultivait avec sa mère wadje. La vente du tabac hors du royaume lui a donné ses premiers capitaux. Il a ensuite investi dans les achats de colatiers. Les fruits étaient vendus au nord musulman, friand de ce produit rare et réservé à la haute société. Deux événements majeurs vont marquer le tournant de son histoire.

Sur un marché de l'ouest, un certain monsieur Dozone (mon oncle et papa ont fait des récits oraux, j'écris donc ce nom comme ils l'ont prononcé), blanc, éleveur de volailles, ancien combattant, demande à mon père de l'initier au commerce avec le nord Cameroun. Papa négocie un contrat dont les termes sont les suivants : "Je vous initierai en m'y rendant avec vous." Papa charge ses deux voitures, et part avec son équipe et le colon blanc. A l'approche de la barrière du

" laissez-passer de Baganté ", Monsieur Dozone prend le volant d'une des voitures, enfile sa tenue d'ancien combattant (papa savait que le colon qui empêchait le passage était lui-même un ancien combattant). Le laissez-passer était une invention de l'occupant pour voler et détruire toute activité économique dans l'oeuf en raison du risque de libération qui lui est inhérent. C'est pourquoi Monsieur Dozone, étant blanc, n'a aucun mal à obtenir le laissez-passer, sans attendre ni payer. Ce fameux laissez-passer est donné au " convoi de l'homme blanc ", et non à un individu. Papa a gagné ce qu'il voulait. Désormais, la liberté de circulation lui est acquise et elle l'est aussi à tous ceux qui désirent voyager de l'ouest au nord et plus tard partout au Cameroun. Grâce au laissez-passer accordé au convoi, il va créer une société qui est une GIE (Groupement d'Intérêt Économique) dans laquelle chacun entre pour travailler, sans frais, à son compte personnel ou pour le compte de quelqu'un d'autre si on n'est pas prêt à être indépendant, ou en conciliant les deux statuts.

Le GIE grandit, papa lui-même devient l'un des hommes les plus riches, et honnêtement, d'Afrique centrale. Il a des cheptels partout : au nord, à Baleng, à Bamougoum, et évidemment à Baham ; Kame conspire et donne un ultimatum pour faire partir le troupeau. Sa vie lui échappe. La vie de famille n'existe plus. Il y a la foule partout. Des centaines d'enfants viennent à la maison pour y séjourner et pour accéder aux écoles et recevoir des aides. Même les enfants des grands notables du nord y passeront.

Le samedi 14 janvier 2001, je suis dans la cour de mon père à Bafoussam quand un certain papa F. me sollicite pour me parler de mon père dont le cadavre était dans le salon avant notre départ à Baham pour son enterrement. Je finis par me libérer pour l'écouter quelques minutes. Il me dit : "J'étais , dans les années 1945, l'homme le plus proche de ton père. J'avais trois fonctions : je portais le sac d'argent, je faisais son lit et je lui préparais sa nourriture. Moi seul

pouvais lui donner à manger." Il poursuit : "Au nord, quand il était aux affaires, je me prélassais sur une natte chez son ami Cherouma, accompagné d'Ahidjo, qui, grâce à nous pouvait entrer chez les nobles. Ahidjo était, de tous les employés, mon "soo", camarade, ou mon ami. Il éclate de rire quand je sors mon appareil pour enregistrer la conversation. Il avait les lèvres "rouges" parce qu'il buvait la bière spéciale en appuyant la bouteille sur sa lèvre du bas. En partant d'ici, j'achetai cette boisson et lui revendis en arrivant avec un bénéfice de 25 francs par bouteille. Je demande pourquoi il n'avait pas le droit d'entrer chez les notables. Papa Te Meukam qui était présent répond : "Mais c'était un Pouk".

Ahidjo qui était un "pouk", marginal car sans origine respectable, était un employé à la poste de Garoua. Lorsque les affaires de papa ont pris une grande ampleur, il a embauché et surtout a utilisé les services postaux. Papa avait donc embauché le petit marginal du nord comme coursier chargé de déposer les envois qu'il faisait d'ailleurs à sa clientèle du nord ou chez son ami, Cherouma, noble de Gouroua. Un des compagnons de papa me dit en passant : c'est grâce à nous qu'il pouvait se trouver chez des gens importants de leur société. Mais il ne pouvait pas s'autoriser à fendre une noix de cola, aliment noble, en public. C'est pourtant cet homme inculte, rejeté des siens, alcoolique, sans personnalité, que le colon, représentant de la France, pays des Droits de l'Homme et fille aînée de l'église, choisira, dans le sang, pour être le président des Camerounais.

Aux environs des années 60, j'habitais avec ma grand-mère paternelle, sa mère Wadje Guiamdjo à Baham. Le jour du marché, sa mère m'y envoyait pour voir si son fils était là. Je me rendais à un endroit surélevé du marché et je cherchais un attroupement avec une tête qui dépassait toutes les autres. Si j'en apercevais une, alors je savais qu'il était là. J'attendais ensuite la fin de la journée, et j'essayais de m'approcher quand le risque de me faire écraser avant

qu'il ne m'aperçoive était faible. Dès qu'il me m'apercevait, il s'excusait auprès des adultes qui étaient avec lui et me consacrait quelques minutes.

Ma mère, croyante pratiquante, ne connaissait pas la notion de garder quelque chose pour soi. Elle était altruiste, généreuse. J'ai donc passé mes premières années dans ce contexte où le succès n'a de sens que s'il est partagé avec le plus grand nombre. Tuer un boeuf pour partager avec tous ceux qui sont là, sans distinction, saluer quelqu'un en déposant des billets dans sa main pour qu'il aille se soigner, régler les conflits entre royaumes en acceptant les frais, faire des routes à sa charge, accueillir, créer des travaux, prétextes pour distribuer massivement l'argent sans commune mesure avec le travail fourni. Voilà ce qui a formé ma prime enfance.

Voyant le " succès " de mon père K. W. , le roi de Baham , Fo Kamwoua, dit ceci à mon père : " tu es instruit, tu as été à l'école du colon, tu connais notre propre culture, et tu es économiquement puissant ; je te confie le futur roi, ton cousin, prince héritier du trône que j'occupe pour l'instant ". Papa ne pouvait pas refuser une demande émanant du roi. Il accepta la mission. Laissons les détails pour une autre fois. Le futur roi va s'instruire, il est même envoyé en France pour se former, mais le colon a déjà prévu un coup d'Etat à la tête du royaume, et les colons préparent son assassinat et son remplacement. Il sera flanqué de son " aîné " Kame, pour dit-on "l'accompagner", et ce aux frais de la communauté Baham qui a cotisé. Le petit fonctionnaire, Kame, demande à l'instigation de son maître colon de lui donner le titre de fils de chef. Le roi Kamwoua, qui a reçu la demande, la transmet au Kamdje (conseil des sages ou conseil constitutionnel). "De mémoire d'homme, on n'a jamais entendu ça", disent-ils. "Un roi peut donner un domaine foncier à un sujet, il peut lui faire épouser une femme ou lui donner un titre de noblesse. Mais il ne peut en faire un prince sans qu'il soit né sur une peau de

panthère et d'une femme qui est la sienne". On lui trouve donc un espion, nommé Kame pour son séjour en France. Les pièges lui sont tendus par le colon sous le couvert de son camarade espion qui confisque ses ressources venant du pays et l'oblige à abandonner l'école pour faire de la boxe.

La nouvelle arrive au pays et on l'aide à rentrer- A la mort de son père, il prend la succession sans problème. Le projet de Kame et de ses maîtres était de se prévaloir du titre de fils du chef pour prendre le trône par la violence. Quand il prend la succession de son père au début des années 50, il a de grands projets pour le royaume. C'est un humaniste. A titre d'exemple, il connaît l'attachement des bamilékés à la justice et à Dieu. Il se rend en Israël où il ramène de l'eau du Jourdain pour montrer la réalité des histoires bibliques et du projet de libération de l'homme par Dieu. Il a vu des routes tracées et des quartiers organisés au cours de ses voyages. Il fait mettre ses idées en pratique à Bafoussam. Dans mon enfance, les quartiers Famla étaient tracés, les cases numérotées, les poubelles ramassées et les fontaines d'eau publiques installées. Les campagnes de vaccinations vont se mettre en place. La route qui va de Bafoussam à Tschang date de cette époque. Il en va de même de quelques routes qui existent à Baham aujourd'hui.

II - Les années 1954

Le jeune roi est très populaire en raison de son humanisme. Il est suivi dans les conseils des rois par ses pairs. Les mouvements d'indépendance s'organisent. Le colon cherche à piéger les bamilékés. C'est-à-dire en premier lieu le jeune roi et papa qui est encore plus populaire au nord, à Koumassi, et partout où il va apporter des produits rares et attendus. Les projets de l'occupant - écraser, tuer au nom des guerres ethniques, pour atteindre un but final qui est le vol - sont incompatibles avec des modes de gestion qui placent la justice,

l'humilité du dirigeant soumis lui-même au jugement de Dieu, au centre de leurs préoccupations... Le colon a tenté de les corrompre. Papa a refusé de s'associer parce qu'il a compris que le colon voulait des masques nègres pour continuer à voler avec violence sans se soucier de la justice pour les Africains.

Ce constat va conduire le colon, en la personne de M., à affirmer que l'indépendance doit se faire sans les bamilékes, sinon ils constitueront "un caillou dans leurs chaussures". M. avait jusque là une très grande admiration pour les bamilékes (comme le montrent les archives coloniales). L'organisation sociale, les institutions politiques très élaborées, la place laissée aux plus faibles, l'humilité, une culture forte et intégratrice, le souci de la justice et surtout le sens du pouvoir-, tout cela fascinait l'occupant et lui faisait peur en même temps. C'est pourquoi, à Douala, le colon combattait les mélanges pour éviter l'imitation constructive. " D'où vient la force des bamilékes ? " demandait-il. " Peut-être de leur culture ; dans ce cas, il faut s'attaquer aux grands symboles, à savoir le lieu sacré, le roi, la justice. "

Au printemps 1954, un jour du marché Tseutseu, tout bascule. Le calendrier chrétien compte sept jours et le calendrier bamiléke en compte huit. De temps en temps, le dimanche, jour de repos pour les chrétiens, coïncide avec le grand jour du marché Tseutseu. Quand c'est le cas, c'est un très grand jour de fête, de rencontre. Après le culte, les enfants rejoignent les parents au marché où ils sont heureux, en sécurité et où ils reçoivent des gâteries achetées sur place après la vente des provisions apportées au marché. Le jour de basculement de notre histoire est à la fois un Tseutseu et un dimanche de 1954. Mon mari, alors petit écolier, a assisté au culte de la sainte cène (partage du vin et du pain en mémoire de Jésus), qui a eu lieu à Kacfo, église protestante située à la limite de Baham et de Bayangam. C'est un missionnaire tchèque, monsieur Alate, qui est venu pour cet

événement exceptionnel pour l'église locale.

Aux environs de midi, le marché est plein, et chrétiens et non chrétiens sont réunis. Subitement, l'armée française, composée des colons blancs et de noirs appelés à tort ou à raison " Sénégalais ", arrivent de Bafoussam, la ville la plus proche. Les voitures sont laissées à Wougne, en dessous du marché, à la limite du royaume Bandjoun. Ils encerclent le marché. Ils profanent les lieux sacrés. Ils entrent dans le palais royal puisque le marché est situé juste à côté. Kame, le fameux espion que le colon a utilisé pour saboter les études du prince devenu roi, est allé s'asseoir sous l'arbre de la justice où le roi reçoit habituellement les doléances du peuple les jours du marché. Sous son regard, les commandants de l'armée française font frapper à mort les gens qui sont à mains nues. Tout homme bamiléké portait à cette époque une machette avant de sortir de chez lui. Mais les jours de fête et de grande rencontre, personne n'a besoin de machette. La police secrète veille sur la sécurité de tous, mais ne porte aucune arme. C'est donc un peuple sans la moindre défense qui est attaqué ce jour là. Les grand-mères, dans la stupeur, la surprise, pleurent, crient et disent : " hommes blancs, nous ne vous devons rien, si c'est à cause de vos habits, nous vous les restituons ; c'est la seule chose que vous avez apportée chez nous. " Elles se sont alors toutes déshabillées, ont jeté leurs habits par terre et ont dit : " ramassez vos habits et nous serons quittes, laissez-nous en paix. "

En fin de journée, les dégâts humains, matériels et psychologiques étaient immenses. Puis l'agresseur est reparti.

Le roi est réapparu, il a constaté les dégâts et a dit : " Je descends à Bafoussam ". On ne le reverra plus jusqu'aux années de négociation piégée, et c'est le début du maquis. Les méthodes hitlériennes avaient enrichi les procédés d'action du colon, qui les a largement mises en pratique à cette occasion.

III - Le génocide des bamilékéés

Le colon décide dès lors d'éradiquer tout bamiléké de la surface de la terre. Tant qu'il y en a un de vivant, la domination de l'Afrique risque de rencontrer un obstacle. Qui sont ces gens que le colon a définis comme bamilékéés ? Le premier colon que nous avons subi était allemand et son siège était à Dschang, sur les hauts plateaux de l'ouest. A cette époque, un colon allemand demanda à son guide : " qui habite là ? " Le guide lui répondit en langue Dschang : "Mba le koo", ce qui signifie : "les gens d'en bas". Ce terme sera utilisé pour la fraction de la population africaine que l'occupant français décida d'exterminer, bien que ce sous-groupe fasse partie d'un ensemble plus large qui comprend les Bamoun, et bien sûr les gens de Ndop (Cameroun anglophone) d'où ils ont émigré.

Pendant l'extermination, on déverse des engins de mort du ciel ; l'armée tire dans les champs sur ceux qui fuient pour s'y cacher, elle met le feu à toutes les habitations après les avoir encerclées. Quand les maisons explosent en brûlant, les populations apeurées, paniquées, fuient et se retrouvent dans une même " concession ", dans l'espoir de se soutenir avant d'être rattrapées et massacrées, à défaut d'être bombardées par les avions. Parfois, à la tombée de la nuit, les gens qui ne sont pas morts sortent de leurs cachettes. Ils se rassemblent généralement dans la concession du plus âgé, ou d'un noble. On fait le bilan des morts et les hommes qui restent, généralement vieux, enterrent les morts. Si tout se passe bien, ils reviennent, avalent ce que les grand-mères ont pu préparer, et vont faire les éclaireurs pendant que les gens font le feu pour préparer vite fait un colis à manger en brousse ou dans les cachettes. Mais la fumée donne le signal de vie à l'armée coloniale qui attaque aussitôt. Dès que l'éclaireur voit un incendie, il revient le signaler, et les plus jeunes portent les enfants pour fuir. Malheur à l'enfant qui, affaibli, porté au dos dans la précipitation, ne serre pas solidement les épaules de son

porteur. Au moment de traverser les barrières qui entourent chaque propriété à l'ouest, " on monte par une échelle et on redescend par une autre ", et là, les enfants faibles basculent et tombent. Que faire ? redescendre pour ramasser l'enfant et mourir avec lui, ou le laisser pour qu'on le tue ? Les incendies des maisons, des champs, l'impossibilité de faire du feu, puis l'absence des cultures ont plongé la région dans un désastre humanitaire.

Un jour, mama Mtchingo, qui était chargée de me porter lors des fuites, n'a pu me prendre. Il a suffi de quelques minutes d'inattention, alors que tout le monde était rassemblé dans la maison de ma grand-mère à Djemwe, en train de préparer un repas rapide. Moué Kuisseu sort et revient en disant : "Nous sommes tous morts, brûlés vifs, ça brûle déjà chez Dzieudie !". Chacun a détalé- Je suis partie toute seule vers la rivière, puis je me suis dirigée vers une zone escarpée, et j'y ai passé la nuit toute seule.

Le lendemain, lors d'une accalmie, les survivants se sont retrouvés chez grand-mère. La guerre s'est intensifiée. Un petit conseil s'est réuni chez ma grand et à son issue, les quelques notables qui restaient sont partis. Papa les a reçus à Bafoussam et les a fait cacher dans d'autres royaumes. Ils reviendront à la fin des bombardements vers 1962. Une autre fois, nous avons été surpris lors d'un repas, alors que le couscous de maïs était presque prêt. L'éclaireur a annoncé l'arrivée des militaires. Grand-mère me dit de tenir la louche, et là, il est trop tard : mama Mtchingo s'est déjà enfuie! Grand-mère court vers l'arrière de la maison, et moi je traverse la cour et me trouve nez à nez avec eux- Ils continuent vers la maison, et moi je continue vers la rivière. J'arrive dans une propriété et je préviens ses habitants, puis je continue comme d'habitude vers la colline. De là, cachée dans la colline, je vois la propriété de mes parents. La maison, en dur, avait de la valeur. Les militaires s'y sont installés, l'on pillée comme d'habitude et s'y sont reposés. C'est à cette occasion que j'ai fait ma première

rencontre avec un blanc.

Le soir, un conseil s'est réuni. Les quelques hommes qui restaient sont allés enterrer les morts, dont des inconnus qui étaient à cheval. Ils ont mangé le fofou de manioc avec la sauce d'arachide. En les observant manger, l'idée que ces mains qui touchaient la nourriture, bien que lavées devant moi, avaient aussi ramassé des cadavres me donnait la nausée. On est parti dans les cachettes, et au petit matin, c'était l'exode.

Des voitures nous ont récupérés à Mben sur la route goudronnée, Douala-Bafoussam qui passe par Baham. A Bafoussam, nous sommes nombreux dans la maison de mes parents. La foule s'entasse, et on a faim. Il n'y a rien sur le marché. Les rafles sont fréquentes. Les adultes sont inquiets quand les nouvelles arrivent. Les cars de militaires sifflent, la ville tremble. Le soir, les convois des militaires reviennent remplis des têtes qui sont déversées et exposées au carrefour qui deviendra le carrefour des maquisards, jusqu'à mon départ du Cameroun en 1976 et même peut-être jusqu'à aujourd'hui. C'est au coeur de Bafoussam, à une trentaine de mètres de la maison de mes parents que tout cela est exposé. C'est aussi là que les exécutions ont lieu. Après une certaine pause, en raison de la famine et en l'absence de tout secours, les populations sont rentrées dans les royaumes sans maisons et sans cultures. D'autres sont allées dans les camps créés par l'occupant, sans eau, sans accès au bois, et terrorisées par les militaires.

Les Bamilékés n'ont pas de frontière avec un autre pays : c'est dire qu'ils n'ont trouvé refuge nulle part- Batié était nettoyée. Les Baham avaient résisté à l'entassement dans les camps. A Badenkop, la population était regroupée dans des camps, sans toit alors qu'il faisait très froid sur les hauts plateaux, sans possibilité d'aller récolter dans les champs. C'était un véritable camp de concentration. Pendant

l'accalmie, j'ai été amenée là-bas par une délégation à la tête de laquelle je représentais mon père et ma grand-mère pour une cérémonie traditionnelle. Je n'en ai compris le sens qu'en juillet 1997, quand mon oncle m'a raconté une partie de l'histoire de notre famille. Ce développement n'est pas nécessaire ici. Je retiens la misère que j'ai vue dans les camps de Badenkop, malgré la volonté des survivants de reprendre une vie normale.

Bangou était un vrai camp d'horreur. Nous y sommes allés, têtes rasées, après " l'indépendance ", pour défiler devant les vainqueurs. Il faisait froid. Les survivants étaient dans ces camps militaires qui sentaient la mort. Les tranchées étaient partout ; il fallait rester sage pour ne pas tomber dans ces trous sans fond. Un petit pont permettait aux militaires d'aller de l'autre côté du camp où ils devaient se sentir en sécurité et où les miradors étaient montés. De ces miradors, les armes étaient pointées sur nous, enfants sans défense, sans parents, affamés et apeurés, amenés de force de Baham à pieds. Plus tard et de temps à autre seulement, les survivants étaient autorisés à aller au village pendant quelques heures. Mais on ne ramenait pas grand-chose car tout avait été brûlé, et les champs étaient abandonnés depuis des années.

IV - La période de terreur

Ma mère avait prié mon père de partir vivre au nord. Mais il avait refusé de laisser la population seule dans cette souffrance non méritée. En tant que centre nerveux de l'ouest en guerre, il était, peut-être malgré lui, au courant des stratégies des uns et des autres. C'est ainsi qu'il est devenu naturellement le conseiller des rois, et donc cible de l'occupant comme toutes les personnes importantes de la société bamiléké.

Ainsi, le gouverneur de l'ouest, Andze Tchoungui, venait dire dans la

journée aux notables et aux rois qu'il avait appris par les renseignements militaires qu'une attaque de ces rois et notables était imminente. Ensuite, il donnait des armes aux personnes ainsi contactées pour, disait-il, se protéger. Le même Tchoungui faisait descendre les militaires chez les mêmes notables pour constater que ces derniers étaient des maquisards. Lorsque le roi de Fokoue est tombé dans le piège de Tchoungui, il a informé mon père après avoir accepté les armes. Roi fort, brillant et fier, il a quitté notre maison où il séjournait comme d'habitude, et il est rentré dans son palais où il s'est suicidé pour ne pas offrir à l'occupant le plaisir de son arrestation et de son exécution sur la place publique, avec la présence de ses sujets, hommes, vieillards, enfants obligés d'étouffer leur douleur devant l'horreur. Oui, nous, enfants de l'époque, étions obligés d'assister aux exécutions y compris quand il s'agissait de nos proches ou de nos parents, et sans pleurer sous peine d'être battus à mort par les militaires qui encadraient les populations conduites là de force. C'est la France de Mesmer, de Foccart, fille aînée de l'Eglise, pays des Droits de l'Homme blanc, libérée quelques années auparavant par les Africains, qui nous infligeait ce traitement inhumain.

Pourtant, les bamilékés ont joué un rôle clé dans la libération de la France en apportant une aide décisive à De Gaulle au début de sa résistance, alors qu'il n'avait aucun soutien en Europe et en Afrique. Nous reviendrons sur cette aide providentielle, qui a changé le sort de la France. Devant la résistance nationale, conduite par l'Union des Populations Camerounaises (tous les maquisards ou résistants sont à l'UPC), le colon fait semblant de laisser l'indépendance s'installer.

Les colons vont tendre plusieurs pièges aux camerounais. Ils proposent le cessez-le-feu. Les Mseng Woui ("oiseaux de bonne augure", ou "oiseaux qui rient"), appelés "maquisards", sortent des maquis. On fait semblant de négocier, et, obéissant aux rois, les Mseng Woui déposent les armes et reprennent pour certains leur vie

presque normalement. Pour les autres, le colon propose l'intégration dans l'armée dite "nationale". On les réunit alors au camp militaire du centre administratif créé à Baham, et, lâchement, on incendie les bâtiments. Les victimes ont cru une fois de plus que le colon était un être humain avec des valeurs et le sens de la parole donnée, mais le colon a encore prouvé son hitlérisme.

D'autres traîtrises vont se multiplier, et à chaque fois, des jeunes combattants réunis pour moult raisons vont être lâchement exécutés. Quand ces opérations ont achevé de détruire les leaders, les peuples et l'environnement, on a arrêté, comme dans le cas de Lumumba, le roi Kamdem Ninyim, alors jeune ministre de la santé dans le premier gouvernement. Emprisonné à Yaoundé, il sera remis en semi-liberté. Mon oncle m'a dit : " nous avons déposé des peaux de panthère de la porte de la prison jusqu'à son domicile au quartier de l'hippodrome ". Domicile confisqué par la suite par l'occupant. Le jeune K. va lui rendre une visite après l'assassinat de son ami Wanko de Batoufam. Le roi dit à son visiteur : " Mon tour est pour bientôt. "

Son arrestation est précédée d'une période de terreur dans le pays et la famille. Les militaires venaient chercher papa pour l'amener à Nkoung (la colline), centre administratif où se faisait l'interrogatoire, et lieu des disparitions. Toute la maisonnée était triste, attendant le pire. Puis, quand il revenait, on respirait en attendant la prochaine descente. Un jour, il a été emmené, et il n'est pas revenu, comme beaucoup d'autres disparus. La mort de mon père était une certitude pour tous. Seule la date et son mode d'exécution faisaient l'objet d'une interrogation. Un jour, Sindjoun, mon cousin, arrive en courant dans la cuisine et dit à ma mère : " Mama Pauli, j'ai vu papa dans le groupe qui est aux poteaux." Les militaires venaient toujours dans notre famille pour forcer tout le monde à monter au Carrefour maquisards, assister aux exécutions. Mais cette fois, imaginez ma mère quand elle fit ces quelques mètres ; imaginez l'état psychologique des enfants et

de tous ces gens qui habitaient avec ma famille- Une fois au Carrefour, encadrés de soldats méchants, violents, vous deviez les regarder, ces condamnés, sans pleurer, sans crier. Ils étaient là, debout, les yeux bandés, les mains attachées dans le dos et accrochées au poteau- Quand le chef de la mort dit " feu ! ", les militaires tirèrent. Les têtes se penchèrent, un homme armé d'un pistolet achève chacun des condamnés. Le prêtre en soutane blanche passe, touche chacune des victimes, et l'ordre est donné de les détacher. La foule peut partir terrorisée, tremblante. Une fois passé ce moment qui dure comme des siècles, les membres de la famille peuvent être fixés : le bandeau est enlevé.

Nous finirons par savoir que papa disparu ne fait pas partie du groupe du jour. Plus tard, on dira qu'il est à BBM, un camp de la mort de Bafoussam. On finit par savoir qu'il est dans une prison de Koung. Les femmes s'y rendent avec de la nourriture. Parfois, un militaire, après avoir brimé les femmes, fait goûter la nourriture, prend le plat et les renvoie. Il arrive aussi qu'après de longues heures d'attente, on amène les prisonniers à la grille pour voir la famille de loin. La nourriture était-elle mangée par les prisonniers ou par les militaires ? Parfois les familles revenaient sans les avoir vus et sans remettre la nourriture. Dans ce cas, on était dans une très grande tristesse et l'on s'interrogeait: "Est-il déjà mort ? Quand ? Comment ? Qu'est devenu le corps ?"

Un jour, je me suis rendue à la prison avec les femmes ou les veuves ou veuves en devenir. Nous avons traversé le Carrefour maquisards en direction de Nkoung, le centre administratif. Nous nous sommes engagées sur une route sans issue, goudronnée, bordée d'eucalyptus. Plus on montait, plus c'était inquiétant. Le soleil perçait à peine à travers les feuilles. De part et d'autre de la route, il y avait des tranchées. Le fond n'en était pas perceptible. On disait que les corps étaient jetés directement dans ces fosses. Il n'y avait aucune

habitation tout au long de ce parcours. A l'approche du camp militaire ou de torture, on nous fait signe de nous arrêter. Après de longues heures d'attente, on nous a amené papa devant la porte gardée par des hommes armés. Je l'ai aperçu de loin. Il s'est appuyé sur la grille. Au signal, une seule personne s'est avancée et a remis l'assiette de nourriture au militaire qui l'a peut-être remise partiellement ou totalement aux prisonniers.

Peu de temps après, il a été déporté. Maman en fut informée. Son convoi s'est arrêté au Carrefour maquisards, et maman est allée avec les enfants pour que papa leur dise adieu. Personne ne revenait des camps. Il y avait des chants dans ce sens. Sikaping ("Dieu n'est pas d'accord"), le chien de papa, était en permanence couché sur la véranda, le regard fixé sur Nkoung, direction où il avait vu les militaires emmener mon père, son maître- Fidèle, il attendra avec nous. Que mon chagrin est grand quand j'arrive à cette partie de l'histoire ! Je ne puis m'empêcher d'exploser en grosses larmes. La douleur est vive, mais je n'ai pas de haine au coeur. Le dernier espoir est tombé, pour la communauté et pour nous. Le colon, fidèle au modèle hitlérien, va confisquer tous nos biens. Les neuf voitures de la société Sotraco vont disparaître, les cheptels servent à nourrir les soldats, nos meurtriers. Pire, les propriétaires des maisons du centre ville - dont celle de mon père - sont expropriés au profit de l'administration et des collabos. Les démolitions se font sans crier gare. Maman est obligée de mettre à l'abri le peu de meubles et d'assiettes qui restent. Elle doit aussi surveiller les enfants pendant leur sommeil, pour éviter que les démolisseurs ne les tuent.

Chez papa Abraham, l'ami et le voisin de mon père, la seule personne ayant eu le droit de sauver son cartable était un pasteur, membre de sa famille présent au moment des faits. La lutte contre les chiens dits errants (souvent leurs maîtres ont disparu) nous obligera aussi à enfermer Sikaping, le fidèle, le surveillant des enfants en ces périodes

d'insécurité généralisée. La ville est vide, seuls quelques collabos sont là, moqueurs. Les femmes et les enfants sont tristes. Nous n'avons plus de nouvelles de mon père. Il est évidemment mort pour tout le monde. De recherche en recherche, on apprendra qu'il n'est pas encore exécuté et qu'il est emprisonné avec d'autres innocents à Yaoundé. La famille paie le prix fort pour avoir des nouvelles. Moi même, j'ai porté dans ma petite main une trop grosse somme d'argent pour une main d'enfant à un notable appelé Tzeudie, pour qu'il la transmette aux agents de l'occupant. On avait vendu un boeuf pris dans le troupeau de Baham pour un prix de 30000 francs CFA. Ce notable allait régulièrement au centre administratif de Baham. Pour quoi faire ? Auparavant, Le colon a décidé de leur exécution. Il était clair dans l'esprit de tous que le roi Kamdem Ninyim ne pouvait être exécuté sans son " bras droit ", mon père. Les rumeurs de ces exécutions imminentes courent partout. A Baham, la nouvelle fait l'effet d'une catastrophe, mais personne n'a le courage d'en parler à ma grand-mère. Maman, déjà minée par les interrogatoires qu'elles a subis au camp administratif depuis la disparition de mon père, n'est plus que l'ombre d'elle-même.

En 1963 ou 1964 (la date n'est pas certaine car j'étais enfant), un jour du grand marché de Bafoussam, Lietcheu, caractérisé par la présence des gens venus de tous les coins de l'ouest, le colon passe à l'action. Les militaires viennent chercher ma famille, ou du moins ce qu'il en reste, femmes et jeunes enfants. Au Carrefour maquisards, un peu en retrait, il y a deux trous côte à côte, d'une profondeur d'environ 50 à 60 centimètres, et d'une largeur de moins d'un mètre. Le roi habillé en chemise " marigne " sera seul, car le trou de l'autre Kamdem, mon père, restera vide. Le scénario tant de fois imposé aux populations est une fois de plus répété. C'est une bombe qui achève les bamilékés dans leur ensemble, les Baham et en particulier la famille royale au sens étroit et notre cellule familiale. Je pense à sa soeur, la princesse

Mafo Guemdjo, et à ses enfants qui ont été élevés dans la clandestinité, et que le pouvoir colonial et ses masques ont réussi à débusquer et à éliminer au cours de ces dernières années. Sa propriété est restée interdite, abandonnée. Le 18 janvier 2001, je suis en voiture et nous passons devant cette propriété. Je demande au chauffeur de s'arrêter ; les discussions s'élèvent dans la voiture, on me rappelle que sa soeur que je voudrais voir est interdite, surveillée et que ce serait dangereux de m'adresser à elle. Je n'ai donc pas pu lui parler. Que s'est-il passé ? A la terreur s'ajoute une bombe- L'exécution publique d'un roi, humaniste, intelligent, beau, jeune, bienfaiteur de son peuple. Le colon a cherché à frapper les esprits, en choisissant ce jour et ce lieu. Baham, déjà vidé par les bombardements français, est mort avec son fils providentiel. Il n'y a aucun bruit.

C'est seulement le lendemain qu'un vieux monsieur, dont je vois de manière brouillée le visage, et dont le nom m'échappe, vient apprendre la nouvelle à ma grand-mère. Aucun mot n'est assez fort pour décrire nos souffrances. Nous saurons des années plus tard que la nuit où le transfert des condamnés était prévu, une association composée des femmes nordistes que mon père avait " enlevées avec leur complicité et celle de leur famille pour leur permettre d'épouser leur grand amour originaire de l'ouest ", a mis tout en oeuvre pour empêcher le masque nègre, Ahidjo, de tuer mon père. Les notables musulmans avaient également tout mis en oeuvre pour obtenir son transfert dans une prison du nord. Mais Ahidjo le marginal connaissait la très grande popularité de son ancien patron au nord ; personne au nord n'aurait laissé Ahidjo torturer mon père.

Le colon tente d'utiliser les rois de l'ouest pour éliminer mon père. Ces derniers sont convoqués et réunis à Dschang pour signer le document qui condamne mon père à mort. Personne ne veut être le premier à le signer. Le roi de Bandjoun, Fo Kamgue Manewa prend la parole et dit :

" De qui s'agit-il ? n'est-ce pas le Kamdem qui m'avait donné les tôles de couverture qui m'ont permis de couvrir le toit du panthéon royal, mettant les crânes de mes ancêtres à l'abri des risques d'infiltration d'eau de pluie ? ". " C'est bien lui ", répond le traducteur. " Je ne peux pas signer ce document sous peine d'être sanctionné moi-même par mes ancêtres ". Sur ce, personne n'a eu le courage de signer le document dont le contenu était rédigé par le colon conspirateur. Pendant ce temps d'incertitude sur le sort de mon père, ses compagnons et lui sont torturés dans les camps de Yaoundé. Parmi les méthodes de torture, il nous a raconté ceci : " On m'emmène avec les autres condamnés à mort. Les yeux bandés, les mains attachées au dos, et le corps attaché au poteau, les militaires alignés face à nous, comme vous l'avez si souvent vu, tirent. Ensuite, les coups de grâce au pistolet sont donnés par un seul tortionnaire, ce qui veut dire supporter les bruits terrifiants des pistolets autant de fois qu'il y a des condamnés à achever. Puis on enlève les bandeaux. Je me crois au paradis. Puis je réalise que je suis encore sur terre. Mes camarades ou d'autres que je ne connais pas sont morts. Je n'entends plus correctement à cause des bruits du fusil et du pistolet. "

Les disparitions de presque tous les jeunes hommes, l'absence de nouvelles sur les disparus, ont plus qu'empoisonné le semblant de vie des survivants. Tout survivant est affecté par les disparitions. Nous reverrons les dégâts sur le plan relationnel. Le jour du marché, les survivants vont sur place, dans l'espoir de rencontrer quelqu'un qui donne des nouvelles. Une nuit, il fait clair. La lune brille et commence son retour vers sa demeure. Il est peut-être 2 heures du matin. Je me réveille. Je vois ma grand-mère au seuil de la porte. Elle fixe la lune. Elle adresse un message pathétique à la lune qui devra le transmettre à Dieu dès son arrivée, le jour même. Voici ce qu'elle disait : " Tu diras à Dieu que je suis innocente ; je ne connais rien. Je n'ai fait que du bien aux autres ; je n'ai jamais fomenté le mal contre personne,

rends-moi justice ". Si grand-mère dit qu'elle ne connaît rien, c'est parce que les colons faisaient des interrogatoires en faisant croire que la famille détenait un secret. Nous parlions beaucoup et pourtant, nous n'avons pas eu d'échange à ce sujet.

De rançon en rançon, la famille finit par savoir où se trouve notre père. En 1968, il sera libéré, mais Ahidjo et ses maîtres continueront à le surveiller, à monter des coups tordus pour l'humilier. La maison confisquée sera sauvée, mais le colon a inventé un titre foncier que nous devons payer au prix fort. De même, la mise aux enchères se soldera par le rachat au prix de plusieurs millions de notre propre domicile grâce à la mise en commun des moyens réunis par les proches. J'ai achevé de payer l'administration en l'an 2000. L'immeuble ne sera jamais terminé.

A son retour, papa n'était qu'un témoin renvoyé par Dieu, pour témoigner de ce qu'est l'horreur coloniale, l'hitlérisme version tropicale. Il parlait tout seul, il se défendait, ne sortait pas- Son corps était présent, mais sa personne, son esprit, sa personnalité étaient restés dans les camps de la mort. Certains, surtout l'occupant lui-même, ont osé avancer le chiffre de 400.000 morts. Sur quelle période ? Les gens morts dans la région du Mungo sont-ils comptés ? Beaucoup sont morts là-bas. D'autres ont été tatoués et renvoyés à l'ouest où les massacres et les entassements dans les camps faisaient rage. A-t-on compté ceux qui mourraient dans les camps de concentration, ceux des camps d'extermination (BBm, Yoko, tous les camps militaires de l'ouest ? Et Bangou, qui était si redoutable, et dont on parlait tant ? Après la guerre, la région était presque vide ; en 1992, ma mère m'a dit que l'ouest est presque aussi peuplé qu'avant l'extermination. Ma belle-mère a perdu ses 8 frères. Quelle est la période retenue ? La période des bombardements et du déversement du napalm ou la période de Terreur ?

En janvier 2000, je parle avec mon père, quand Tonton El., enfant élevé chez nous et présent, me répond en disant, excité : " A Yaoundé, nous sommes allés pour juste chanter " Ho Cameroun " devant la maison du colon Laurent Pre, et il y a eu plus de 1000 morts ". Les personnes tatouées qui retournaient dans cette région n'avaient plus aucune chance d'être laissées en vie. Les réfugiés n'avaient pas le droit de travailler la terre là où ils vivaient. Les sous-préfets, redoutables colons locaux, interdisaient aux dits Bamilékés de travailler les terres qui étaient pourtant en friche et à l'abandon. C'était le cas à Banion par exemple. Ces victimes sont-elles mortes faute de nourriture ou pas ? Si oui sont-elles comptées ?

En décembre 2001, lors d'une conversation banale avec ma cousine, j'ai enfin compris la clé d'un drame qui a touché ma famille. Le deuxième fils de la seule soeur de mon père, enfant brillant, a été scolarisé dans le réseau des écoles protestantes du Cameroun. Il a fait son secondaire dans le célèbre " collège de Libamba " en région Bassa, chez Um Nyobe, compagnon de lutte de nos parents. Il réussit à un concours et bénéficie d'une bourse pour poursuivre en classe prépa maths spe en France. Ensuite, il réussit, ici en France, le concours d'entrée dans une école militaire appelée Saint-Cyr. Kame prévient le colon en leur disant " Son père n'est pas Guemo ; c'est en réalité K, le bras droit de Fo Kamdem Ninyim. Il se vengera quand il sortira de l'école militaire ". Quelques mois plus tard, un membre de notre famille arrive en France et le trouve non plus à Paris, mais à Bordeaux, devenu un semi clochard sans être alcoolique, et presque aliéné. Faute de moyens financier, il le met dans un bateau, et la famille, stupéfaite, découvre une brillante étoile de la famille devenue un " légume ou un zombie ". En 2000, je l'ai vu, et j'étais vraiment très triste. Ce cas, qui n'est certainement pas isolé, est-il compté dans la liste des victime du génocide ?

Quelques Camerounais, élevés dans des familles collabo, tentent

d'infiltrer les mouvements d'opposition pour les saboter de l'intérieur et y faire circuler des propos négationnistes, ou pour avancer des chiffres qui sont loin de la réalité. En tout cas, le chiffre de 400.000 morts me semble loin de la réalité si on répond aux questions posées ci-dessus.

V - Le triomphe des criminels

En 1965, le centre de la vie n'est plus au palais royal, mais au centre administratif. Partout dans l'ouest, les institutions légitimes sont bafouées. Les nouveaux maîtres des lieux s'appellent les sous-préfets, les militaires, les maires, les chefs de district et les fonctionnaires de Nkoug ou de tout centre administratif et hospitalier. Les militaires, déguisés en soutane, ont toujours dans mon esprit une fraternité avec ces tueurs. A cause d'eux, l'église catholique locale était perçue comme faisant partie du même camp que les auteurs du génocide.

En arrivant un matin au centre administratif de Baham, devant la maison d'un monsieur collabo, nous trouvons un attroupement. Le chemin est barré par le spectacle de l'assassinat du cheval du roi, récemment exécuté. On a attaché les pattes du cheval avec une longue corde. Au signal, deux personnes placées à environ trois mètres de part et d'autre du cheval tirent et le font basculer par terre. Le pauvre cheval se remet de plus en plus péniblement debout et les brutaux recommencent en se délectant. J'ai tellement été choquée que je n'ai pas pu assister plus longuement au spectacle. Je me suis frayé un passage et j'ai continué ma route vers l'école protestante que nous construisions avec nos maîtres et quelques grand-mères survivants, sans rien dire à mes camarades avec qui j'étais. Le triomphe des sous-préfets et de tous les autres génocidaires me dégoûtait.

Alors que j'étais allée faire une copie d'acte de naissance pour constituer un dossier de candidature à l'examen du certificat d'étude,

l'un des fonctionnaires m'a reconnue et a dit à son collègue " c'est la fille du type de Djemwe ", quartier de naissance de mon père. A cause de cela, je ne me suis plus présentée pour la deuxième copie nécessaire pour le concours d'entrée en sixième.

VI - Après le génocide, le racisme institutionnel

Dans les années 1970, le colon considère qu'il y a toujours trop de bamiléks, et que sa tâche n'est pas terminée. Un personnage important dans le nouveau système proposera que la France lâche une bombe atomique dans la région "pour régler le problème une fois pour toute". On disait que l'auteur de cette phrase était monsieur Mbida,.

Le système scolaire est évidemment très insuffisant au Cameroun. Les trois lycées du pays, lycée Général Leclerc, lycée Josse, lycée Maningouba, auxquels s'ajoutent deux lycées techniques, accueillent d'abord et sans concours les blancs, ensuite les enfants des collabos et enfin, le reste des places est mis au concours pour tous les petits camerounais.

Les enfants survivants du génocide seront souvent les lauréats du concours, mais, très vite, la campagne " anti-Bami " va toucher les recrutements. C'est ce qu'on a appelé la planification car il y a encore trop de Bami. 3% des places leur sont en principe réservés, pour " éviter que l'ensemble des admis ne soient Bami ". Les bamiléks sont persécutés. Nous construisons nous-mêmes nos écoles (écoles des particuliers, écoles protestantes, écoles associatives), les enfants y sont scolarisés et l'Etat conspire.

Nous en sommes malheureux. Nous sommes majoritairement des orphelins ou, comme moi, des " orphelins aux parents vivants ". Livrés à nous-mêmes dans les villes où nous sommes déracinés et obligés d'être pour chercher un avenir meilleur. On y subit les attaques verbales et au moment du procès de Monseigneur Ndogmo et de

Ouandie et ses compagnons, la campagne de haine atteint son paroxysme. Mais les bamilékés survivants n'ont plus de leaders, les combattants Msang Woui étaient trop jeunes, sans enfants qui auraient pu prendre la relève.

Je me sentais écrasée, sans défense. Le monde semblait tourner à l'envers. Mais il faut tout faire pour s'insérer dans la vie. Je me suis battue, seule, pour aller coûte que coûte à l'école. L'Amour de Dieu, la foi en un Etre juste m'ont alors accompagnée.

La terreur a été telle que tous les parents bamilékés ont tué leurs enfants et leur ont prêché le retrait du politique, le non-militantisme. Le colon, via Ahidjo, avait réussi à faire croire aux survivants que si les bamilékés ne s'intéressaient pas à la vie politique du pays, ils seraient à l'abri d'un deuxième génocide. Il n'en sera rien, même si la forme va changer à partir des années 1975.

Conclusion / épilogue : La résurrection en deux temps après la désillusion, le long chemin de la libération.

La communauté bami est tellement accablée qu'elle ne trouve pas de mots pour exprimer ses souffrances. Il faut dire que le colon est toujours aussi actif dans la terreur. Le mot d'ordre est que les survivants ne doivent jamais faire de la politique. C'est-à-dire qu'il faut soutenir la politique des brutes, des voyous, des individus qui se sont accaparés des institutions par la ruse, et qui vivent du vol avec violence.

En 1993/1994, je lis le livre de Mongo Beti avant même de le rencontrer. Dans son livre, il démontre que le prédateur est un prédateur, même s'il contrôle le pouvoir. Il nous explique les évidences dans lesquelles je me sentais noyée. Pendant que je buvais les phrases de son livre, je me sentais comme un malade qui a beaucoup souffert de la fièvre et des courbatures et qui, subitement, a enfin été soigné

par un médecin qui a posé le bon diagnostic. La progression dans la lecture agissait en moi comme l'aspirine donnée au malade. Mon esprit s'ouvre et mon corps devient léger comme peut l'être un malade fiévreux une heure après la prise des anti-douleurs. Comme le malade soulagé, je peux rechercher le véritable point douloureux. Ce point douloureux, c'est la "Françafrique". Cette dernière est composée d'individus qui, s'ils n'avaient pas pris la précaution de confisquer les institutions politiques et militaires, seraient tous inscrits au fichier du grand banditisme international, ou seraient en institut psychiatrique. Au total, Mongo, en mettant des mots sur nos maux, nous a permis de sortir d'une pesanteur indescriptible.

Après la lecture de son livre intitulé "La France contre l'Afrique", je suis désormais en mesure de structurer ce dont je souffre. En discutant avec lui, je découvre qu'il a souffert comme nous de la Françafrique. En fait tout africain qui ne collabore pas aux crimes français est persécuté chez lui et en Europe.

Jeannette Kamtchueng. A Rouen, le 2 avril 2002

Association internationale de recherche sur les crimes
contre l'humanité et les génocides -
<http://aircrigeweb.free.fr>